



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE ET DE L'ANTENNE DE LJUBLJANA

N° 9 – avril-mai 2022

En bref

Le 9 mai 2022, la ministre autrichienne du Numérique et de l'économie, Mme Margarete Schramböck (conservatrice), a démissionné de ses fonctions avec effet immédiat. Sa démission est intervenue quelques heures après celle de la ministre de l'Agriculture, des régions et du tourisme, Mme Elisabeth Köstinger. Les deux ministres, proches de l'ancien chancelier Sebastian Kurz, ont déclaré vouloir se retirer de la vie politique. M. Martin Kocher (sans étiquette), jusque-là ministre du travail, prend la tête d'un grand ministère regroupant économie et travail et succède ainsi à Mme Schramböck. Déjà entre 2000 et 2007, l'économie et le travail avaient été rassemblés au sein d'un ministère unique. En revanche, le suivi du numérique est rattaché au ministère des Finances avec la création d'un poste de secrétaire d'État au Numérique, attribué à M. Florian Tursky. Le ministère des Finances devient par ailleurs compétent pour les postes et télécommunications et l'exploitation minière (auparavant suivies par le ministère de l'Agriculture). Le directeur du syndicat agricole proche du parti conservateur, M. Norbert Totschnig, devient ministre de l'Agriculture et des territoires. Il perd néanmoins la compétence pour le déploiement du très haut débit et pour le tourisme, ce dernier étant confié à Mme Susanne Kraus-Winkler, nouvelle secrétaire d'Etat auprès du ministre fédéral de l'économie et du travail.

LE CHIFFRE À RETENIR

254
MEUR

Le montant des avoirs russes gelés par l'Autriche

Zoom sur ...

...La dépendance de l'Autriche aux hydrocarbures russes

En 2021, l'Autriche a acheté 80 % de ses importations de gaz naturel à la Russie, soit 63 TWh. Le gaz a représenté 22,7 % de la consommation domestique brute d'énergie. Il a permis de produire 16,3 % de l'électricité et 34,9 % de la chaleur utilisée par les réseaux de chaleur. 25 % de tous les ménages utilisent le gaz naturel pour le chauffage et la production d'eau chaude. 35 % du gaz naturel sont consommés par l'industrie ; 30 % pour la génération d'électricité et de chaleur ; 20 % par les ménages ; 20 % par l'agriculture, le commerce et autres. Par ailleurs, l'Autriche a acheté 28 % de ses importations de charbon à la Russie en 2021, soit un cinquième en valeur. En revanche, la Russie n'est qu'un fournisseur marginal de pétrole brut de l'Autriche. Seuls 7,8 % des importations autrichiennes de pétrole brut provenaient de Russie en 2021, soit 596 000 tonnes. Le principal fournisseur de pétrole de l'Autriche est le Kazakhstan, avec une part de marché de 38,9 % en 2021. En deuxième et troisième position se trouvent la Libye (22,1 %) et l'Irak (20,7 %). Du fait de sa moindre dépendance à la Russie pour ses importations de pétrole, l'Autriche a stoppé l'approvisionnement depuis ce pays dès le mois de mars. A noter toutefois que l'Autriche est importatrice de produits pétroliers raffinés en Allemagne partiellement à partir de pétrole brut russe.

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Croissance de +1,5% au 1^{er} trimestre

Selon les premières estimations, l'économie autrichienne a renoué au 1^{er} trimestre 2022 avec la croissance du PIB, la hausse s'établissant à +1,5 % par rapport au trimestre précédent après une contraction de 1,5 % au T4 2021 par rapport au T3

2021. En glissement annuel, la croissance du T1 2022 a atteint +9,5 % du PIB ; le T4 2021 avait par rapport au T4 2020 crû de 6,3 %. Les économistes estiment toutefois que la croissance ralentira au cours des prochains trimestres, une tendance que confirmerait la baisse des perspectives des directeurs d'achats des entreprises interrogées.

2. Dette publique : le Fiskalrat reste optimiste...

Les prévisions du Fiskalrat, équivalent autrichien du Haut conseil pour les finances publiques, font état d'un déficit budgétaire en 2022 s'établissant à 2,9 % du PIB, donc respectant la limite imposée par le Traité de Maastricht. L'endettement de l'Autriche devrait donc atteindre 79,9 % du PIB cette année pour tendre

vers 67,7 % à l'horizon 2026, et ainsi revenir sous son niveau d'avant-crise. Toutefois, comme l'a fait remarquer le président du Fiskalrat, M. Christoph Badelt, de nombreuses incertitudes subsistent, qu'il s'agisse de la durée du conflit russo-ukrainien, des dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement ou de l'évolution de la pandémie. Les projections ne tiennent pas compte des possibles mesures d'atténuation de l'inflation que le gouvernement entend annoncer prochainement.

3. ...mais le gouvernement reste prudent en raison du conflit russo-ukrainien

L'Autriche devrait connaître en 2022 un déficit public et un taux d'endettement plus élevés que prévu par la loi de finances. Mercredi 27 avril, le conseil des ministres a décidé d'adapter la loi de finances pluriannuelle 2022-2025 et a adopté un PLFR. Le ministère des Finances s'attend désormais à un déficit de 3,1 % du PIB (au lieu de 2,3 %) et à un taux d'endettement de 80 % (au lieu de 79 %) en 2022. Dans une déclaration écrite, le ministre des Finances, Magnus Brunner (ÖVP), attribue la dégradation des indicateurs budgétaires au conflit en Ukraine et aux mesures d'allègement et d'investissement destinées à en maîtriser les effets économiques.

4. Inflation : +8,1 % en mai

Selon les premières estimations de l'institut Statistik Austria, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), permettant des comparaisons entre les Etats membres de l'UE, affichait fin mai une progression de 8,1 % en glissement annuel (+7,1 % en avril), portée par les prix de l'énergie et des carburants. En avril, le panier de la ménagère, correspondant aux achats hebdomadaires et comprenant également les carburants, a connu une hausse de 14,4 % en glissement annuel. Il faut remonter à septembre 1975 pour retrouver des niveaux comparables. Les instituts de conjoncture

majeurs, Wifo et IHS, ont révisé à la hausse leurs prévisions d'inflation qui devrait ainsi atteindre entre 6,5 et 7 % cette année pour redescendre à +4 % en 2023.

5. Un déficit pour la balance des paiements en 2021

La balance des paiements pour 2021 présentée début mai par la banque centrale d'Autriche OeNB affiche pour la première fois depuis 20 ans un déficit de 2,1 Mrd EUR après un excédent de 7,2 Mrd EUR en 2020. La faiblesse du tourisme et le renchérissement des importations d'énergie ont pesé sur le résultat.

Figure 1 : Evolution de la balance des paiements au cours des 20 dernières années



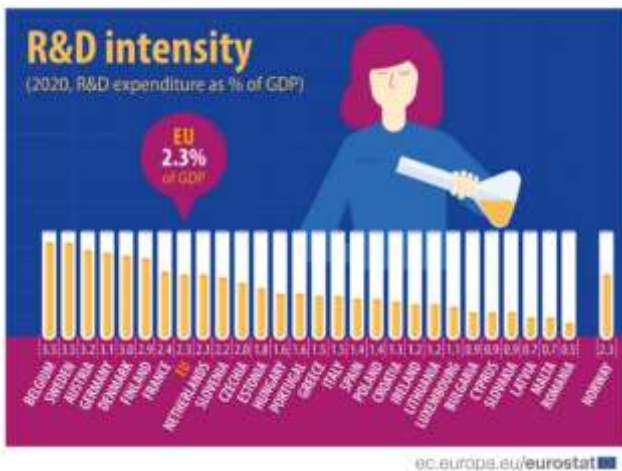
Source : OeNB, Statistik Austria

6. Les dépenses R&D à 3,26 % du PIB en 2022

Les investissements dans la R&D ont atteint 12,19 Mrd EUR en 2020 et 12,9 Mrd EUR en 2021, ce qui correspond à une part de la R&D de respectivement 3,22 % et 3,21 % dans le PIB, bien au-delà de la moyenne des Etats membres de l'UE, qui s'élevait à 2,32 % en 2020. Cela place l'Autriche au 3^{ème} rang européen, derrière la Suède et la

Belgique. Pour 2022, Statistik Austria prévoit une augmentation des dépenses de recherche et développement de 9,3 % pour atteindre 14,1 Mrd EUR, soit 3,26 % du PIB.

Figure 2 : Dépenses de R&D au sein de l'UE en 2020 (en % du PIB)



7. Regain d'activité dans le secteur secondaire

Les estimations de la conjoncture par Statistik Austria ont fait apparaître en avril une forte progression du chiffre d'affaires du secteur secondaire depuis le début 2022 : en glissement annuel, la hausse a atteint 28,1 %. Le secteur a dépassé son niveau d'avant crise puisque, en comparaison avec 2019, l'augmentation du CA atteint 41,1 %. Ces évolutions positives de l'activité concernent autant l'industrie avec une hausse de 30,3 % que la construction avec +14,8 % en glissement annuel. L'emploi salarié dans ces deux secteurs est également en progression de respectivement 2,0 % et 2,1 % en glissement annuel. Pour mémoire, il convient de garder à l'esprit que l'année 2021 a débuté par un confinement généralisé jusqu'au 7 février suivi de mesures restrictives jusqu'à fin mars puis d'un confinement régional (est de l'Autriche) entre le 1^{er} et le 11 avril.

8. Echanges : l'importance de l'Autriche pour les Etats des Balkans

L'Autriche est un acteur économique de première importance dans les Balkans. Premier investisseur étranger en Bosnie-Herzégovine et en Slovaquie, elle y est à l'origine de respectivement 18 % et 25 % du stock d'investissements directs étrangers. L'Autriche est aussi le deuxième investisseur étranger en Bulgarie, en Croatie, en Macédoine du Nord et en Serbie. Dans les autres Etats (Albanie, Kosovo, Monténégro), l'Autriche fait partie des dix principaux investisseurs étrangers. Au total, l'Autriche est donc l'un des principaux pourvoyeurs d'IDE en Europe du sud-est. L'influence économique de l'Autriche dans les Balkans se manifeste également par la présence de nombreuses filiales. Particulièrement forte en Croatie (174 filiales employant environ 29 500 personnes en 2019) et en Slovaquie (156 filiales employant environ 27 500 personnes), la présence de filiales d'entreprises autrichiennes est également significative en Serbie (125 filiales employant environ 24 700 personnes) et en Bosnie-Herzégovine (54 filiales employant environ 7 000 personnes). Les groupes autrichiens dominent notamment le secteur de la banque et de l'assurance dans plusieurs Etats des Balkans. Le premier assureur de l'Autriche, le groupe VIG, est le premier acteur en Bulgarie et en Macédoine du Nord, le deuxième en Albanie et le cinquième en Bosnie-Herzégovine. Le deuxième assureur, le groupe Uniqa, est le premier acteur en Albanie, le deuxième au Kosovo, le troisième en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine du Nord et au Monténégro. S'agissant du marché bancaire en 2021, Erste Group est la troisième banque en Croatie ; Raiffeisen Bank International est le premier acteur au Kosovo, le deuxième en Bosnie-Herzégovine, le troisième en Albanie et le cinquième en Croatie.

Politique économique et sociale

1. Emploi : modernisation du permis de travail dit « carte rouge-blanc-rouge »

Face à une pénurie récurrente de main d'œuvre qualifiée, le gouvernement prévoit de moderniser le dispositif d'immigration choisie, introduit en 2011 et maintes fois réformé, sans grand succès par ailleurs. Espérant pouvoir délivrer jusqu'à 8 000 permis de travail de ce type par an, l'économie autrichienne a dû se résoudre à n'attirer qu'environ 2 000 personnes d'Etats tiers par an, hors travailleurs saisonniers. Avec un catalogue de points révisé, des adaptations en matière de seuil salarial et des facilités en faveur du regroupement familial, l'Autriche tente de retrouver son attractivité alors qu'elle est en concurrence avec son premier partenaire commercial, l'Allemagne. Si le projet présenté est approuvé par le patronat, il s'attire l'irritation des représentants syndicaux qui y préféreraient des efforts en matière de formation professionnelle. Le projet que les députés auront prochainement à examiner ne devrait pas foncièrement différer de celui présenté le 28 avril et déposé ce même jour en consultation préalable au Parlement.

2. Social : perte d'autonomie – réforme de l'aide à la dépendance

Le gouvernement de coalition conservateurs/verts a présenté le 12 mai les grandes lignes de la réforme tant attendue sur l'aide à la dépendance selon trois axes d'efforts principaux : renforcer l'attractivité des métiers de l'aide aux personnes dépendantes et former, fidéliser les salariés de ce secteur critique et soulager les personnes dépendantes et leurs proches aidants. Le coût de cette réforme qui comprend 20 mesures est estimé à 1 Mrd EUR, imputable sur les

exercices budgétaires 2022 et 2023. Toutefois, le financement de cette réforme sur le moyen/long terme devra encore faire l'objet de négociations, notamment avec les Länder, compétents pour les aspects sociaux, dans le cadre de la prochaine loi de péréquation financière. Les acteurs de la dépendance jugent que la réforme présentée ne répond pas aux besoins de l'aide 24/7, que ce soit à domicile ou en établissement spécialisé.

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Emission de la première obligation verte par l'Etat

Le 24 mai, l'Autriche a émis sa première obligation verte pour un montant total de 4 Mrd EUR. Doté d'un coupon de 1,85 %, le titre a généré un rendement de 1,876 %. Au cours des deux ans à venir, il est prévu d'émettre des obligations d'Etat vertes pour un total de 10 Mrd EUR. Cela correspondrait à 3,4 % des dépenses fédérales et à 1,3 % du PIB.

Sberbank Europe poursuit son processus de liquidation ordonnée

Ayant reçu l'autorisation de vendre la majorité de son portefeuille d'actifs, Sberbank Europe a évité l'insolvabilité et a pu rembourser en intégralité la somme de 926 M EUR versée à ses clients par le mécanisme autrichien de garantie des dépôts ESA (Einlagensicherung Austria). De même, la banque a intégralement remboursé sa dette de 428 M EUR envers la Banque nationale d'Autriche (OeNB) et la BCE et entamera bientôt le remboursement des dépôts de ses clients excédant 100 000 EUR, non couverts par l'ESA. Pour rappel, Sberbank Europe s'est vu interdire toute poursuite de ses activités le 1^{er} mars 2022 par la décision FOLTF (« failed or likely to fail ») de la BCE, déclenchant la garantie légale des dépôts et le processus de liquidation.

2. Industrie

Année record pour le sidérurgiste Voestalpine

Le sidérurgiste Voestalpine, qui a son siège à Linz, a réalisé au cours de l'exercice 2021/22 un bénéfice record de 1,3 Mrd EUR contre 31 M EUR l'année précédente. Le dividende passera de 0,5 à 1,2 EUR par action. La nouvelle aciérie, située sur le site de Voestalpine à Kapfenberg, sera progressivement mise en service cet été, pour fonctionner à pleine capacité à partir de l'automne. Les premières installations sont déjà en cours d'essai dans l'usine qui produira 205 000 tonnes d'aciers spéciaux pour les industries internationales de l'aérospatiale, du pétrole et du gaz naturel, de l'automobile et de l'outillage.

3. Transports

L'opérateur ferroviaire ÖBB renoue avec les résultats d'avant-crise

L'opérateur historique des chemins de fer ÖBB a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 4,36 Mrd EUR, en hausse de 7 % par rapport à 2020 (4,08 Mrd EUR) et quasiment égal au niveau pré-crise sanitaire (4,41 Mrd EUR en 2019). Le résultat avant impôts (EBIT) du groupe s'élève à 170 M EUR en 2021, soit un quasi triplement par rapport à 2020 (59 M EUR), dont 89 M EUR pour la branche « voyageurs », 121 M EUR pour la branche « fret » et 10 M EUR pour l'infrastructure. Le groupe renoue ainsi avec sa rentabilité d'avant-crise (EBIT de 169 M EUR en 2019).

4. Energie et environnement

L'Autriche renforce son stockage de gaz

Sur fond de la guerre en Ukraine, les ministres Leonore Gewessler (les Verts), en charge de l'énergie, et le ministre des Finances, Magnus Brunner (ÖVP), ont présenté au Parlement le 18 mai un paquet de mesures visant à assurer le remplissage

d'au moins 80 % des capacités nationales de stockage de gaz d'ici le début de la période hivernale. Le projet de loi contient un amendement à la loi sur le pilotage de la consommation d'énergie (Energielenkungsgesetz), lequel garantit pour trois ans aux entreprises stockant du gaz pour leurs propres besoins que 50 % de leurs réserves sont insaisissables et qui prévoit une indemnisation (au prix d'achat majoré des frais additionnels) dans le cas où les autorités publiques saisiraient tout ou partie des 50 % restants au titre des mesures de pilotage de la consommation d'énergie.

Economie circulaire : une prime « réparation »

La prime « réparation » (Reparaturbonus) est entrée en vigueur en Autriche le 26 avril 2022. Elle vise à faire en sorte que réparer un appareil électrique ou électronique soit économiquement plus avantageux qu'en acquérir un nouveau. Accessible sur le site reparaturbonus.at, le bon de réparation couvre 50 % des frais de réparation de l'appareil dans la limite de 200 EUR. Lorsque le bon a été utilisé, le client peut demander un nouveau bon et l'utiliser pour la réparation d'un autre appareil. 130 M EUR issus du fonds Next Generation EU sont mis à disposition pour financer la prime réparation jusqu'en 2026.

Recyclage : Introduction d'une consigne à l'achat d'emballages de boissons à usage unique

A partir de 2025, les bouteilles en plastique et les canettes seront soumises à une consigne si elles sont à usage unique. Cette consigne sera payée lors de l'achat de tels emballages et remboursée aux clients lorsqu'ils rapportent l'emballage au magasin. Par ailleurs, tous les commerces alimentaires de plus de 400 m² devront progressivement proposer des boissons dans des emballages réutilisables à partir de 2024. Cela concerne toutes les catégories de boissons : bières et boissons mixtes à base de bière, eaux minérales, boissons rafraîchissantes sans alcool (comme les limonades), jus de fruits et lait.

Vöslauer, le plus grand fournisseur d'eau minérale du pays, vient d'inaugurer la seule usine de PET réutilisable d'Autriche. Dès à présent, des bouteilles réutilisables d'un litre, d'un poids de 55 grammes et portant le label écologique autrichien, sont

disponibles dans le commerce. Pour permettre le retour de la bouteille en PET réutilisable, retirée des rayons il y a 13 ans, Vöslauer a investi environ 7 M EUR dans de nouvelles installations et de nouveaux emballages.

5. Tourisme

52,7 millions de nuitées pour la saison hivernale 2021/2022

Les premières estimations de l'institut Statistik Austria font état d'un volume de nuitées de 52,7 millions lors de la saison touristique d'hiver 21/22. Malgré un début difficile dû au confinement de novembre et décembre 2021 et à la propagation du variant omicron du Sars-CoV-2, la saison a finalement gagné en vigueur à partir du mois de février, sans toutefois pouvoir égaler avec les excellents résultats de la saison 2018/2019 (72,9 millions de nuits). 75 % du total des nuitées de la saison écoulée ont été réalisées par la clientèle étrangère.

6. Agriculture

Étiquetage de l'origine dès 2023

Dans la semaine précédant sa démission, la ministre Elisabeth Köstinger a présenté avec le ministre Johannes Rauch (Vert), compétent pour la santé et la protection du consommateur, plusieurs projets inscrits au programme de coalition entre les partis conservateur et écologiste. Il s'agit tout d'abord d'imposer dès 2023 l'étiquetage obligatoire de l'origine des produits transformés contenant du lait, de la viande et des œufs, imposé aux industries agroalimentaires et à la restauration collective dans un premier temps. Après de longues négociations et un long travail de préparation, deux projets d'ordonnance ont été déposés au Parlement pour consultation préalable à l'examen parlementaire. Cet étiquetage, traditionnellement réclamé par les organisations paysannes autrichiennes, a été favorablement accueilli, notamment par le président de la Chambre fédérale d'agriculture qui y voit la

possibilité de mieux faire connaître la qualité des produits locaux, issus d'une agriculture traditionnelle et familiale, ainsi que de mieux assurer la sécurité des approvisionnements agroalimentaires en Autriche.

Industrie du bois : +29 % en 2021

Malgré la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, la demande en bois d'origine domestique reste à un haut niveau. En 2021, l'industrie du bois en Autriche a pu dégager un chiffre d'affaires de 10,4 Mrd EUR, soit une hausse de 29 % par rapport à 2020. En termes de commerce extérieur, le solde reste positif pour l'Autriche, le montant des exportations ayant dépassé de 1,6 Mrd EUR celui des importations. L'agression par la Russie de l'Ukraine, deux importants pays exportateurs de bois sur les marchés européens, profite à l'industrie locale qui a pu compenser la perte de ces deux sources d'approvisionnement : la crise ukrainienne prive le marché d'environ 10 % de la consommation européenne de bois. En 2021, 10,8 millions de m³ de bois de sciage ont été extraits des forêts autrichiennes. Une augmentation de 5 %, soit 700 000 m³, serait possible et permettrait de compenser les importations de bois russe (en 2021, l'Autriche a importé 146 000 m³ de sciage de résineux de Russie) et d'approvisionner le marché européen. Toutefois, l'industrie autrichienne du bois considère qu'elle se heurterait alors aux réglementations européennes et enfreindrait les stratégies européennes relatives au Green Deal et à la biodiversité.

Slovénie

Zoom sur ...

Un accord de coalition, entre les trois formations vainqueurs des élections législatives du 24 avril 2022, a été signé le 24 mai dernier. Le nouveau Premier ministre, M. Robert Golob, et son gouvernement ont été investis le 1^{er} juin. Le ministre de l'Economie, du sport et du tourisme est M. Matjaž Han, le ministre des Finances est M. Klemen Boštjančič, la ministre de la Transformation numérique est Mme Emilija Stojmenova Duh et le ministre du Climat et de l'énergie est M. Bojan Kumer. L'opposition ayant déposé une proposition de référendum sur la modification de la loi gouvernementale visant à augmenter le nombre de portefeuilles ministériels, Bojan Kumer sera également en charge des infrastructures au début de son mandat, tandis qu'Alenka Bratušek, candidate pour le poste de ministre des Infrastructures, sera secrétaire d'Etat, jusqu'à la modification de la loi gouvernementale.

L'accord de coalition prévoit notamment de revenir sur les réductions d'impôts votées il y a quelques mois. La politique

LE CHIFFRE À RETENIR

3,7 %

La prévision de croissance selon le FMI (révision de -0,9 point)

budgétaire visera la croissance et abandonnera l'austérité préjudiciable sur le plan économique et social, tout en veillant à garantir la viabilité budgétaire à long terme. La coalition entrante souhaite mettre en œuvre une réforme des retraites, augmenter les pensions modestes et le salaire minimum, renforcer le dialogue social, introduire un système d'intégration pour les étrangers, tout en fournissant des logements abordables et en régulant les prix de l'énergie et des denrées alimentaires si nécessaire. En cas d'accord des partenaires sociaux, un abaissement du temps de travail jusqu'à 30h sera possible.

Prévisions et indicateurs

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prévisions économiques slovènes pour 2022 et 2023 ont été revues à la baisse par les instituts, avec un taux de croissance estimé entre 3,7 % (Commission européenne et FMI) et 4,2 % (IMAD) pour l'année 2022. Le FMI et l'IMAD ont respectivement baissé

leurs prévisions de 0,9 pp et 0,5 pp par rapport à celles de l'automne 2021. L'inflation devrait atteindre 6,4 % en 2022 selon le dernier rapport de l'IMAD (6,7 % pour le FMI et 6,1 % pour la Commission européenne) et n'approcher les 2 % qu'à partir de 2024, à condition que la pression sur les prix s'atténue.

Politique économique et sociale

Face à l'augmentation continue des prix de l'énergie, le gouvernement a prolongé de trois mois, jusqu'au 31 juillet, la réduction des taxes et des droits d'accises sur l'électricité, les carburants, le fioul domestique et le gaz naturel pour le chauffage. Après avoir décidé fin avril de ne pas prolonger le plafonnement des prix du pétrole, en vigueur depuis mi-mars, le gouvernement a finalement réintroduit le plafonnement des prix des deux carburants les plus utilisés. Cette mesure est en vigueur pour trois mois.

Veille sectorielle

1. Transports

Le conseil de surveillance de Luka Koper, l'exploitant du seul port maritime de Slovénie, a confirmé un projet de plan d'investissement d'une valeur de 248 M EUR jusqu'en 2030, destiné à porter la capacité du terminal à conteneurs à 1,75 million d'unités par an.

L'achèvement des travaux relatifs à la construction d'une deuxième voie ferrée reliant la ville portuaire de Koper et la jonction de Divača à l'intérieur des terres est prévu pour 2025. Néanmoins, l'unique offre pour la construction de la voie et des tunnels a été écartée

du fait d'un coût trop élevé, à plus de 50 M EUR au-dessus de la valeur limite.

2. Energie et environnement

La Slovénie cherche à importer du GNL à partir du terminal installé sur l'île croate de Krk. L'entreprise publique slovène Geoplin n'a pas remporté l'appel d'offres ouvert en avril pour réserver des capacités du terminal. Une alternative pourrait être un achat auprès d'un intermédiaire.

Le nouvel accord de coalition confirme que le projet de construction d'un deuxième réacteur au sein de la centrale nucléaire de Krško sera soumis à référendum avant 2026. Si le projet est approuvé, le réacteur ne pourra être opérationnel que dans 15 ans, compte-tenu des délais administratifs et de construction.

3. Immobilier

Le marché immobilier slovène a connu une année record en 2021 en termes d'augmentation des prix et du nombre de transactions portant sur des terrains destinés à des bâtiments résidentiels. L'Autorité de topographie et de cartographie a fait état de plus de 37 000 transactions d'une valeur totale de 2,9 Mrd EUR. Cette augmentation a été principalement due aux ventes record de maisons, causées par la demande croissante de maisons en dehors des centres urbains. La forte demande de biens résidentiels à usage personnel et, surtout, en tant qu'investissement a été encore largement alimentée par les faibles taux d'intérêt et l'accessibilité des prêts et, plus récemment, par les craintes croissantes d'une accélération de l'inflation. La forte croissance des coûts de construction due à la hausse mondiale des prix de l'énergie et des matériaux de construction en raison de la pandémie de Covid-19 et, depuis peu, de la guerre en Ukraine, exerce une pression supplémentaire sur les prix de l'immobilier.

4. Tourisme

Le gouvernement sortant a adopté, le 10 mai, sa nouvelle stratégie pluriannuelle pour le développement touristique (2022 – 2028). Celle-ci prévoit une augmentation modérée de la capacité d'hébergement et met l'accent sur une meilleure qualité. La demande touristique totale devrait générer 2,1 Mrd EUR de valeur ajoutée en 2028, ce qui représenterait une augmentation de 59 % par rapport à 2019. La stratégie est basée sur l'offre d'un « tourisme de proximité durable de qualité supérieure, fondé sur l'identité naturelle et culturelle slovène ».

5. Agriculture

La guerre en Ukraine a entraîné une hausse significative des prix de certains produits agricoles. Les prix du bœuf et du porc ont augmenté de 80 %, respectivement depuis octobre et mars derniers, et les engrais de 400 à 500 %, tandis que le coût des matières premières a doublé. Une aide de 5 M EUR pour les agriculteurs slovènes devrait être accordée afin de limiter l'augmentation du prix des denrées alimentaires. 1,7 M EUR proviendront de fonds européens, a déclaré le ministre sortant de l'Agriculture, Jože Podgoršek.

Relations bilatérales

Le groupe Renault a conclu un accord avec le groupe israélien Taavura pour lui vendre sa filiale de distribution en Slovénie, qui importe et distribue les marques Renault, Dacia et Alpine. Le groupe Taavura va également devenir le nouveau distributeur des véhicules Nissan en Slovénie. Il reprendra également les activités de vente et de service de Nissan en Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Kosovo, Albanie et Macédoine du Nord.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

juin-22

	Prévisionnistes internationaux						Prévisionnistes nationaux							
	OCDE		FMI		Commission européenne		OeNB			Wifo		IHS		
	juin 2022		avr 2022		mai 2022		juin 2022			mars 2022		mars 2022		
2021	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2024	2022	2023	2022	2023	
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB en volume	4,5	3,6	1,4	2,6	3,0	3,9	1,9	3,8	1,9	1,9	3,9	2,0	3,6	2,3
Consommation privée (en volume)	3,3	4,0	1,1			4,1	2,3	3,9	2,0	2,0	3,9	2,3	47,0	2,7
Formation brute de capital fixe (en volume)	4,0	4,2	2			3,7	2,3	1,6	2,6	2,1	3,5	2,5	3,1	2,3
Exportations (en volume)	12,7	8,5	4,4	2,6	3,7	6,3	3,8	7,1	2,9	3,3	6,1	3,9	5,5	4,4
Importations (en volume)	14,5	7,4	4,1	1,3	4,0	4,6	3,8	5,2	2,8	2,9	4,6	3,8	3,9	4,1
Productivité (1)		1,8	0,9			1,0	1,0	1,3	0,6	1,0	0,0	0,5	0,6	1,2
IPCH	2,8	6,7	4,7	5,6	2,2	6,0	3,0	7,0	4,2	3,0	5,7	3,2	5,3	2,2
Emploi salarié (2)	2,5	1,5	0,4	1,6	0,8	2,9	0,9	2,6	1,4	0,9	2,1	1,2	3,0	1,1
en % de la population active (déf. eurostat)														
Taux de chômage	6,2	5,2	5	5,2	4,9	5,0	4,8	4,5	4,4	4,3	4,9	4,7	5,0	4,8
en % du PIB nominal														
Balance courante	-0,5	-0,3	-0,9	-0,6	0,8	-1,0	-0,8	0,5	1,1	1,3	-0,4	-0,1		
Solde des finances publiques	-5,9	-3,1	-1,6	-3,9	-2,4	-3,1	-1,5	-2,6	-1,2	-0,7	-2,4	-1,1	-2,3	-1,7

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 10/06/2022

Dernière mise à jour le 10/06/2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
Philippe Brunel

Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, M. Bonifay,
R. Becques

Pour s'abonner : vienna@dgtresor.gouv.fr ;
ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©